



Conseil
pédagogique
interdisciplinaire
du Québec



FEUQ
Étudiants pour l'éducation!



Fédération
des syndicats
de l'enseignement (CSQ)



Table
DE CONCERTATION
ÉTUDIANTE DU QUÉBEC

Québec, le 11 octobre 2011

Madame Line Beauchamp
Ministre
Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport
1035, rue De La Chevrotière, 28^e étage
Québec (Québec) G1R 5A5

Objet : Politique nationale d'insertion professionnelle du personnel enseignant en début de carrière

Madame la Ministre,

Depuis plusieurs années, la question de l'insertion professionnelle des enseignantes et enseignants a fait l'objet de nombreuses recherches et analyses, que ce soit au regard de la formation initiale, des conditions d'insertion ou des besoins de soutien des enseignantes et enseignants en début de carrière, au Québec comme ailleurs dans le monde. Les résultats de ces recherches nous révèlent l'importance des mesures d'accueil et d'accompagnement en début de carrière pour soutenir l'entrée dans la profession et briser l'isolement inhérent à la profession enseignante.

Par contre, selon une étude menée par la Fédération des syndicats de l'enseignement (FSE-CSQ), il appert qu'à peine 52 % des commissions scolaires où la FSE est présente sont dotées de programmes d'insertion professionnelle. De plus, leurs modalités d'application sont très variables d'un milieu à un autre, allant d'un véritable soutien tout au long de la période d'insertion à de simples mesures d'accueil en début d'année scolaire. Cet état de fait entraîne d'importantes lacunes dans le processus d'insertion professionnelle des nouveaux enseignants et enseignantes dans plusieurs milieux.

À la lumière de ces constats, la FSE, le Conseil pédagogique interdisciplinaire du Québec (CPIQ), la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) et la Table de concertation étudiante du Québec (TaCEQ) considèrent comme incontournable que le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS) mette en place une politique nationale d'insertion professionnelle, afin d'amener l'ensemble des commissions scolaires à se doter de programmes en insertion professionnelle.

Cette politique devrait être établie après une consultation de tous les acteurs concernés, incluant les différents syndicats et associations. Elle devra prévoir l'implantation de programmes en insertion professionnelle dans tous les milieux par les commissions scolaires en collaboration avec les syndicats. Ces programmes devront répondre aux besoins des enseignantes et enseignants en début de carrière. L'accompagnement devra être établi dans une relation d'aide, et non d'évaluation. La reconnaissance du temps consacré au soutien à l'insertion professionnelle impliquerait une compensation appropriée, tant pour les enseignantes et enseignants accompagnateurs que pour les enseignantes et enseignants en début de carrière, quelle que soit la mesure de soutien à laquelle participent ces derniers. Plusieurs modèles de mesures sont possibles et le type de mesures offert devra être déterminé localement.

Il nous apparaît que l'absence d'une telle politique nationale peut expliquer en partie le haut taux de décrochage observé chez les jeunes enseignantes et enseignants. Comme vous le savez, les statistiques démontrent que le taux d'abandon de la carrière dans les cinq premières années se situe entre 15 % et 20 % chez les nouveaux enseignants et enseignantes du Québec. Dans les autres professions, ce taux se situerait autour de 6 %, d'où l'importance d'une intervention rapide à ce sujet.

Dans l'attente d'une réponse favorable à cette demande structurante provenant des futurs enseignants et enseignantes, des enseignantes et enseignants soucieux de leur relève, de leurs syndicats et de leurs associations, nous vous prions de recevoir, Madame la Ministre, l'expression de nos meilleurs sentiments.



Huguette Faille, présidente

Conseil pédagogique interdisciplinaire du Québec (CPIQ)



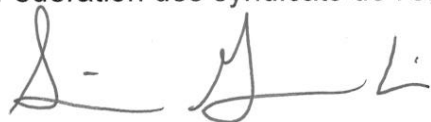
Martine Desjardins, présidente

Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ)



Manon Bernard, présidente

Fédération des syndicats de l'enseignement (FSE-CSQ)



Simon Gosselin, secrétaire général

Table de concertation étudiante du Québec (TaCEQ)